prosperé et, en même temps, plus libre, plus éclairée sur ses droits et sur ses besoins, que la population protestante du même royaume. Il démontre aussi que cette supériorité doit, en justice, être attribuée, non seulement à la position des catholiques sur le Rhin et à leur proximité de la France et de la Pologne, mais aussi à leurs principes comme catholiques, lesquels principes les préservent, en matière de religion, de la suprématie de fer de la Prusse, en plaçant leurs droits spirituels sous la sauvegarde du Pontife de Rome. M. Laing dit :

Jugement de M. Laing sur le sujet.

“ Les provinces rhénanes et westphaliennes de la Prusse sont non seulement riches et manufacturières ; elles sont libres et ne se rattachent guère au principe autocratique du gouvernement prussien. Elles ont conservé, quand elles ont été incorporées à la Prusse, leurs anciennes lois et leurs tribunaux de justice,—et leur code et leurs tribunaux n’ont rien de commun avec ceux du reste de la Prusse ; elles n’ont souffert ni le rétablissement du vieux droit féodal, ni l’invasion de la jurisprudence et des tribunaux prussiens, et elles ont clairement manifesté qu’elles ne le souffriraient pas. Les catholiques ont montré par l’appui qu’ils ont donné à l’archevêque de Cologne,—procédant évidemment non d’un esprit de fanatisme aveugle, mais d’un esprit d’opposition à un pouvoir despotique,—qu’ils ne sont pas une population à se laisser gouverner, comme des serfs militaires par la volonté ou par le caprice d’un ministre. C’est de cette population de 4,000,000 d’âmes qu’est partie l’impulsion donnée au grand mouvement

du peuple allemand dans la “ Ligue allemande.”

Cette population vivant sous l’empire des lois françaises est le véritable noyau du royaume de Prusse, population concentrée de trois ou quatre millions, la plus riche, la plus manufacturière, la plus commerçante et la plus éclairée sur ses droits et sur ses besoins de toutes les populations allemandes. Dans la province de Posen aussi, à l’autre extrémité du royaume, l’administration française,—juges de pair, débats publics devant les cours de justice, interrogatoire public des témoins,—prévaut, en général, sur l’administration prussienne.”

M. Laing prouve que les catholiques prussiens sont, en tant que catholiques, amis de la liberté.

“ Le principe que le gouvernement civil ou Etat, ou l’Eglise et l’Etat unis, a le droit de régler les croyances religieuses d’un pays porte en lui une servitude intellectuelle plus grande que celle que le pouvoir de l’Eglise papiste (?) ait jamais exercée dans les jours les plus sombres des siècles passés, parce que le pouvoir civil n’était pas réuni à son autorité religieuse. Elle fonctionnait avec le concours du pouvoir civil de chaque pays. L’Eglise de Rome était un pouvoir indépendant, distinct, et souvent, dans tous les pays, opposé au pouvoir civil : circonstance de l’économie sociale du moyen âge, à laquelle l’Europe est peut-être redevable de sa civilisation et de sa liberté, redevable de n’être pas dans l’état de barbarie et d’esclavage de l’Orient, et de tous les pays, anciens et modernes, où le pouvoir civil et le pouvoir religieux ont été réunis dans le chef du gouvernement. La liberté civile est intimement liée à la liberté religieuse—